

## RESPIRATOIRE SAVOIES

BR SAVOIES (RS)  
ZI du Terraillet Chemin du Chanay  
73190 SAINT BALDOPH  
Tél: 04 78 96 44 00  
N° Identification : 732696588  
IBAN : FR76 3007 7048 2311 9302 0020 081  
BIC : SMCTFR2AXXX  
DOM : SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT  
Assuré : Mme LARFAILLOU VÉRONIQUE  
140 ROUTE DES RAPILLETS  
74540 CUSY  
N° Inmat. 2 74 04 60 282 050 79  
Date naissance : 23/04/1974  
Code client : 30817486

Code Mutuelle : 2055542

PRAECONIS (RC)  
6 RUE PAUL MOREL BP 283  
70006 VESOUL CEDEX

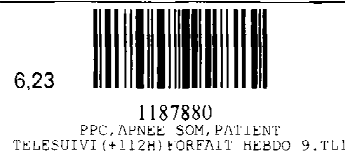
SERVICE COURRIER LE  
13 FEV. 2024

Régime obligatoire : 2027167  
CPAM ANNECY (RO),

**TICKET MODERATEUR N° : 430172158**

Conditions de paiement : Paiement comptant

LIBELLE	PU LPPR	QT	PU PUBLIC	TOTAL	<100%	TM+DEPASSEMENT
PPC, PATIENT TL +112H du 13.12.2023 au 15.12.2023	15,58	1S	15,58	15,58	9,35	0,00



Montant total de la facture 430172158 : 15,58 EUR

Pour information:

- prise en charge à 60,00 % par le régime obligatoire, soit 9,35 EUR  
- montant à la charge de l'assuré, soit 0,00 EUR

**Reste à votre charge pour le Ticket Modérateur: 6,23 EUR**

Le client déclare avoir pris connaissance des Conditions générales figurant au verso ou à la fin du document  
**Services et technologies de santé à domicile**

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE LOCATION

### II DISPOSITIONS COMMUNES

Le réseau Biobio le conjoint médical auquel appartient le prestataire de santé à domicile (PSAD) est uniquement engagé sur le territoire métropolitain français et les départements d'Outre-Mer où il est présent. Il ne s'occupe ni de la délivrance de certificats ni de la protection du droit de la consommation d'ordre public.

#### Commandes

Le PSAD peut refuser la commande pour motif légitime. La commande ne peut être annulée sans dispositions légales et/ou accord express du PSAD. Les commandes peuvent donner lieu au versement d'un acompte.

#### Conditions commerciales

Le prix hors taxes facturé est celui en vigueur le jour de la commande et le taux de TVA est celui en vigueur lors de l'émission de la facture. Le PSAD peut modifier à tout moment les prix figurant notamment sur ses tarifs, catalogues ou circulaires. Les produits sont payables comptant. Pour les professionnels, le paiement de la commande est effectué sans délai et sans acompte. Si le client appartient à un groupe de sociétés, au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce, il se porte fort de l'engagement par sa société mère de payer en ses lieux et places en cas de défaillance de sa part.

Pour les produits et prestations pris en charge par le régime obligatoire d'assurance maladie, le tarif de référence est celui fixé par la sécurité sociale (PFR - liste des produits et prestations remboursables). En cas de maladie, le montant de la facture sera fonction de la durée indiquée sur l'ordonnance.

#### Reprise des produits à titre commercial

La reprise d'un produit à titre commercial est soumise à l'acompte express du PSAD. Les produits doivent être retournés en agencé en parfait état de vente dans leur emballage d'origine, sous un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'achat. Sont exclues de la reprise les produits d'hygiène et propreté, d'incontinence, de rééducation, qui nous sont retournés dans un emballage ouvert, les boîtes d'appui à ventouses et poignées à ventouses, les sièges de bain, chaises gigogne, réhausse WC, les produits d'entretien et d'hygiène, ainsi que les produits pris en charge LPP. Elle ne donne lieu qu'à l'établissement d'un avoir valable durant 6 mois à compter de la date de restitution du produit et sur présentation d'un justificatif de paiement. Seul accord, les frais de transport de retour du produit sont à la charge du client.

#### Clause d'information

Certains produits et prestations peuvent faire l'objet d'une prise en charge partielle ou totale par un régime obligatoire d'assurance maladie. A cette fin, le client s'engage à communiquer en temps utile tout document nécessaire à la bonne constitution de son dossier ainsi qu'à informer le PSAD notamment de tout refus de prise en charge de tout changement d'adresse dans les plus brefs délais. A défaut, il restera débiteur des sommes dues auprès du PSAD. Si le client ou le titulaire d'assurance sociale a déjà fait l'objet d'une prise en charge pour un produit ou une prestation identique ou similaire par un organisme d'assurance maladie et qu'il sollicite le PSAD pour un produit ou une prestation identique, il devra l'en informer préalablement. A défaut, il sera passible pour le PSAD de réclamer au client, le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge par l'organisme primaire d'assurance maladie. Le client déclare et reconnaît qu'en cas de rejet par les caisses d'Assurance Maladie de la prise en charge du dispositif médical délivré par le PSAD pour des raisons indépendantes de qualité de la prestation délivrée par le PSAD, il s'engage à payer au PSAD, à la première demande de ce dernier, soit le coût de la prestation, si les caisses d'Assurance Maladie refusent la prise en charge, soit les sommes que le PSAD aura restituées aux Caisses d'Assurance Maladie si celles-ci en demandent le remboursement. Le client donne pouvoir au PSAD d'accomplir toutes les formalités relatives au traitement, notamment pour la feuille de soins et pour la demande d'entente accord préalable, si la prise en charge du traitement est soumise à une et à procéder en ses lieux et places et pour son compte à la signature de la feuille de soins nécessaire à la prise en charge par l'assurance maladie des prestations fournies au vu du présent contrat. Si le client poursuit son traitement en établissement de santé en y apportant son dispositif médical, il devra en informer préalablement celui-ci afin que toute prestation notamment d'ordre sanitaire soit prise.

#### Clause de changement de régime

En cas de changement de régime de prise en charge de l'assuré social notamment entrée en HPAU, l'assuré social a le droit de poursuivre de son traitement hors du domicile, le patient devra informer au préalable le PSAD de cette modification. A défaut, le PSAD pourra réclamer au client le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge.

#### Retard de paiement et Clause pénale

Pour les professionnels (articles L441-10 du Code de commerce), en cas de retard de paiement à l'échéance convenue, le client s'expose au paiement d'un taux d'intérêt égal au montant du taux de refinancement de la banque centrale européenne majoré de dix (10) points et au paiement de l'indemnité forfaitaire de 40 euros par frais de recouvrement sans préjudice d'une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement exprimés et profités sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire légale. De plus, le recouvrement nécessite des démarches contentieuses donne lieu au paiement d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 15 % de la somme à payer. Cette indemnité forfaitaire est exigible sans qu'un rappel soit nécessaire sans préjudice des pénalités convenues en cas d'exécution définitive de l'obligation en cause.

Pour les non-professionnels ou consommateurs tout retard de paiement entraîne de plein droit après mise en demeure un décompte d'intérêts de retard au taux légal.

En cas d'impayé, le client consommateur s'expose à figurer dans les fichiers de gestion des impayés. Le client consommateur pourra régulariser son paiement en se rapprochant de son intermédiaire habituel afin de présenter ses observations et solliciter un règlement de sa situation. En cas de défaut de régularisation de son paiement, le client s'expose à se voir retirer du bénéfice de prestation ou de vente du PSAD.

#### Livraison

Pour les consommateurs, le délai de livraison s'entend tout délai compris, au plus tard, de 30 jours ouvrés à compter de la prise de la commande et de l'encaissement de l'acompte (article L216-1 Code de la consommation). Pour les professionnels, les délais de livraison sont donnés à titre indicatif et les produits sont livrés aux frais du client et à ses

risques et périls. La date de livraison indiquée sur le PSAD ne peut pas être modifiée par le client sans accord du prestataire. Le client doit être informé qu'il n'est pas tenu de payer les produits livrés à domicile. Le PSAD se réserve le droit d'effectuer en plusieurs étapes des livraisons partielles dans le but de respecter et d'accepter la commande. Néanmoins, dans sa totalité. Si le transport est assuré par le PSAD, les produits voyagent aux risques et périls du client. En cas de perte ou d'avarie, le client devra exercer son recours contre le transporteur dans les 72 heures. Le client reconnaît avoir reçu du PSAD la notice d'utilisation du produit et d'entretien. Annulée(s) au redit et être informé des règles de sécurité et notamment de l'absence d'une installation électrique conforme. Le professionnel renonce à toute action contre le PSAD. Il appartient au client quelle que soit sa qualité de faire les contrôles d'usage et le cas échéant d'émettre des réserves.

Le transfert de propriété des produits a lieu lors du paiement effectif et intégral du prix en principal, intérêts et accessoires. A défaut de paiement à l'échéance convenue, le PSAD pourra reprendre les produits. La vente sera résolue de plein droit et les acomptes déjà versés lui seront acquis. A défaut de paiement, le client s'engage à restituer le produit ou le PSAD exercera les actions prévues à l'article 2260 et suivants du Code civil.

#### Garantie

Les produits proposés sont conformes à la législation en vigueur. Certains produits peuvent bénéficier d'une garantie du fabricant. La garantie ne peut intervenir si les produits ont fait l'objet d'un usage anormal et ont été utilisés dans les conditions d'emploi autres que celles pour lesquelles ils ont été destinés. Elle ne s'applique pas non plus notamment en cas de détérioration, d'accident provenant de négligence, d'abus de surveillance ou d'entretien, d'une transformation du matériel d'une incompatibilité avec d'autres matériels ou d'un environnement non conforme. Indépendamment de l'existence d'une éventuelle garantie commerciale du fabricant (articles L217-21-1, L217-21-2 du Code de la consommation), le PSAD s'engage à être tenu de cause pour les défauts de conformité du bien au contrat dans le cadre de la garantie légale de conformité mentionnée dans les conditions des articles L217-3 et suivants du Code de la consommation et des défauts cachés de la chose vendue dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1649 et 2232 du Code civil.

Traitement des déchets des équipements électriques et électroniques

Pour l'achat d'un dispositif médical, le PSAD s'engage à reprendre l'équipement électrique et électronique ancien similaire au identique (ex: stimulateur cardiaque) en fin de vie, obsolète ou qui ne fonctionne plus, acheté chez lui ou non, gratuitement. Pour la reprise gratuite des dispositifs médicaux, le client disposera des solutions suivantes : (i) En cas d'abonnement, sur le lieu de vente, de l'équipement vendu, reprise de l'équipement usagé sur le lieu de vente ; (ii) En cas de livraison de l'équipement usagé sur le lieu de vente, (iii) En cas de livraison dans un autre lieu ou selon d'autres modalités ; (iii) Reprise de l'équipement usagé au lieu de livraison ou (iv) système de collecte de proximité (RECULUM) auquel le PSAD a adhéré, qui peut, le cas échéant, inclure les magasins du distributeur ou (v) mise à disposition d'une solution de retour via un service postal ou un service équivalent pour les équipements électriques et électroniques dont les caractéristiques le permettent. Conformément aux dispositions de l'article R543-160-1 du Code de l'environnement, le PSAD ne reprend pas les appareils électriques et électroniques usagés de très petite dimension. Le PSAD pourra refuser de reprendre un produit s'il présente un risque pour la santé et la sécurité du personnel (Art R543-160-1 du Code de l'environnement). Si cette solution ne convient pas, le client peut également : (i) Déposer son ancien appareil dans une déchèterie ou un point de collecte de proximité mis en place par les collectivités locales ; (ii) le donner à une association à vocation sociale. Force majeure

Le PSAD ne saurait être responsable de retards, erreurs ou dommages ou de tout manquement dans la réalisation de ses obligations en cas de force majeure qui incluent par exemple les faits de guerre, grèves, pannes d'équipement, etc.

#### Clause limitative de contestation

Le client doit vérifier les produits à la vente et/ou à la livraison, ne contrôle que porter sur la qualité, les quantités et les références des produits ainsi que leur conformité à la commande. Conformément aux dispositions, aucune réclamation n'est prise en compte, passé un délai de 15 jours à compter du jour de la vente et/ou livraison et toute action judiciaire doit être impérativement engagée, au plus tard dans le délai de 1 an qui suit la réception de sa commande. Passé ce délai, son action est prescrite. Règlement amiable et judiciaire des litiges

Ce contrat est régi par le droit français. Le client est informé de la possibilité de recourir en cas de contestation à une procédure de médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends. Pour les professionnels, le tribunal compétent est celui du siège social du PSAD, nonobstant la pluralité des défendeurs ou pour tout appel en garantie. Le consommateur pourra contacter le médiateur de la consommation (cf III).

#### Protection des Données à caractère Personnel

Conformément à la Loi n° 600 du 6 janvier 1978 modifiée, le client qui communique des informations personnelles à la vente ou à la prestation (notamment adresse, état civil, coordonnées régime de sécurité sociale et de protection sociale complémentaire, le cas échéant) ou des données relatives au traitement médical présent et futur accepte en signant le contrat qu'elles fassent l'objet d'un traitement automatisé. Le responsable du traitement est le PSAD. La finalité poursuivie par le traitement des données porte sur le suivi de la délivrance de la prestation de santé afin d'effectuer les opérations relatives à la gestion des clients, à la prescription, l'élaboration de statistiques commerciales, enquêtes de satisfaction, la cessation, la location ou l'échange de ses fichiers de clients et prospects (coordonnées postales) l'organisation de jeux ou de concours, la gestion des demandes de droit d'accès, rectification et d'opposition, gestion des impayés (et transmission aux prestataires de recouvrement) et du démarchage, l'actualisation des fichiers de prospection au régime de démarchage téléphonique, la gestion des avis des personnes sur les produits, services ou contenus, les destinataires de ces données sont selon les cas les organismes sociaux d'assurance maladie, complémentaires santé, équipes

médicales, tout professionnel de santé ou conseil amène à accompagner le PSAD dans le suivi du patient, tout autre PSAD amené à intervenir auprès du patient, services internes du PSAD ou du responsable du traitement ainsi que les fichiers de la SAS Biobio le conjoint médical. Selon le type de traitement, le personnel sera informé du caractère obligatoire ou facultatif des réponses et des conséquences éventuelles à son égard d'un défaut de réponse. Le client dispose d'un droit d'accès, de suppression de rectification aux données personnelles le concernant, de donner des instructions au sujet de ses données à son décès et d'un droit d'annuler une réclamation auprès de la CNIL. Des données sont conservées le temps de la prescription, égale de manière sécurisée et le PSAD ne communique en aucun cas ces données, sauf destination contraire. Pour exercer ses droits sur ses données, le client écrit au PSAD en lui indiquant ses nom, prénoms, adresses à contacter@biobio-medical.fr. Le PSAD informe le client de son droit de s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique « DO NOT CALL » accessible sur <https://www.biobio-medical.fr> (article 223-1 du Code de la consommation).

#### Informations légales (PSAD) et réclamations

RR SAVOIR S'adresse au RCS de Nîmes sous le n° 519 850 487 264 (n° TVA intracommunautaire : FR 54 850 487 264) dont le siège social se situe au Centre d'activité Euro 2000, 12 avenue de la dame 30132 Castelnau, Tél : 04 66 38 58 38, [contact@biobio-medical.fr](mailto:contact@biobio-medical.fr)

### IV DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOCATIONS

Le matériel loué est la propriété insaisissable du PSAD. Le locataire et/ou l'utilisateur ne peut en aucun cas modifier le matériel loué. Toute sous-location est interdite. Le matériel loué est placé sous la responsabilité du locataire ou de l'utilisateur qui s'engage à être responsable pour tous les dommages qui pourraient être causés au matériel ou par le matériel. Tout dommage causé au matériel et/ou par le matériel doit être signalé par LPP au PSAD dans les 48 heures du dommage. Toute période de location commerciale est inférieure à deux (2) semaines se poursuivant jusqu'au jour de la restitution effective du matériel. Un dépôt de garantie non productif d'intérêt peut être demandé. Il sera restitué sous réserve du parfait encaissement du loyer et de la restitution du matériel en parfait état. Toute réparation entraînée par une mauvaise utilisation du matériel sera à la charge du locataire. Le matériel loué ne peut être transféré d'une habitation à une autre ou transféré auprès d'une autre personne, ou déplacé hors de France métropolitaine, qu'après autorisation écrite du PSAD. Le client accepte qu'un autre membre du réseau de l'enseigne (notamment un franchisé) ou toute autre entité désignée par le PSAD, puisse se substituer au PSAD, dans l'exécution du contrat de location. Le client est responsable des produits dès leur remise matérielle, cette remise entraîne le transfert des risques. Le client s'engage à une carte d'assurance le garantissant pour ces risques.

### IV DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSOMMATEURS

#### Médiation

Conformément aux articles L612-1 et suivants du Code de la consommation, le consommateur peut, pour tout litige qu'il n'aurait pu être réglé par le PSAD, recourir gratuitement au médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige en contactant par écrit SAS MEDIATION SOLUTION (Tél. 01 82 53 93 09), 222 chemin de la bergère 01800 SAINT JEAN DE NICOT ou [contact@sasmediationsolution.com](mailto:contact@sasmediationsolution.com) ou formuler en ligne initial : « Saisir le médiateur sur le site [www.sasmediationsolution.com](http://www.sasmediationsolution.com) ». La demande doit impérativement contenir : les coordonnées postales téléphoniques et électroniques du demandeur, le nom et l'adresse et le numéro d'abonnement chez SAS MEDIATION SOLUTION, du Vendeur (S0338/M/2210), un exposé succinct des faits et attentes du demandeur, copie de la réclamation préalable auprès du Vendeur et tous documents permettant l'instruction de la demande (bon de commande, facture, justificatif de paiement, etc.).

#### Garantie légale

Le PSAD est tenu des défauts de conformité du bien au contrat dans les conditions des articles

L217-1 à L217-2 du Code de la consommation, s'agissant du champ d'application des dispositions relatives à la conformité des produits de vente de biens.

L217-3 à L217-7 du Code de la consommation, s'agissant de l'existence ou non d'un droit pour le consommateur.

L217-8 à L217-17 du Code de la consommation, s'agissant de la mise en œuvre de la garantie légale de conformité.

L217-28 à L217-33 du Code de la consommation, s'agissant des dispositions diverses relatives à la garantie légale de conformité.

Lorsqu'il agit en garantie légale de conformité, le consommateur

Bénéficie d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour agir (12 mois pour les biens d'occasion), et il est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant ces mêmes délais, conformément à l'article L217-7 du Code de la consommation.

Peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien (article L217-8 du Code de la consommation) sous réserve des conditions de l'article L217-12 du Code de la consommation. La réparation effectuée dans ce cadre fait bénéficier le consommateur d'une extension de garantie dans les conditions de l'article L217-13 du Code de la consommation.

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale éventuellement consentie.

Le consommateur peut décider de mettre en œuvre la garantie contre les défauts cachés de la chose vendue au sens des articles 1641 et suivants du Code civil. Dans ce cas, l'action doit être intentée par le consommateur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. Dans le cadre de cette garantie, le consommateur peut choisir entre la résiliation de la vente ou une réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil.

SERVICE COURRIER LE  
13 FEV. 2024[Aide](#)☐ Suivi Flux : [Rechercher une FSE](#) : [Détail d'une FSE](#)

## Détail d'une FSE (BASTIDE FILIALE BR SAVOIES)



## Informations FSE

Numéro de FSE	430172158	Numéro de lot	842
Type de FSE	Tiers-payant	Date de télétransmission	15/12/2023
Etat	Traité		
FSE dédoublée	AMO	Sens de présentation	RECYCLAGE AMO + AMC

## Détails FSE

Code organisme AMO	017410000	Code organisme AMC	
Libellé organisme AMO	CPAM ANNECY	Libellé organisme AMC	
Montant AMO	9,35 EUR	Montant AMC	6,23 EUR
Total FSE	15,58 EUR	Part assuré	0,00 EUR
Destinataire du paiement	Professionnel		

## Détail des règlements

Code organisme	Libellé organisme	Type	Date retour	Lot	Etat	Montant RO (EUR)	Montant RC (EUR)	Date virement	Libellé rejet
017410000	CPAM ANNECY	AMO	21/12/2023	842	⊕	9,35	0,00		

RETOUR